



Conseil de sécurité

Distr. générale
18 juillet 2019
Français
Original : arabe

Lettres identiques datées du 15 juillet 2019, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement et comme suite à nos précédentes lettres sur la question, dont la plus récente date du 19 mars 2019 (S/2019/250), je tiens à vous informer que la Syrie réfute catégoriquement les allégations infondées portées par la Représentante permanente du régime qatarien dans sa lettre datée du 24 juin 2019 (S/2019/518), et à préciser ce qui suit :

Après plus de huit années écoulées depuis le début de la guerre terroriste imposée à mon pays, la réalité de ce qu'a vécu et continue de vivre la Syrie commence à se faire jour, tout comme l'identité des entités internationales et régionales qui ont manipulé ces événements. Il apparaît clairement et sans équivoque que le Qatar s'est fait le fer de lance du plan criminel visant la Syrie, au moyen de l'appui et du financement illimités qu'il fournit à des groupes terroristes armés, en particulier à l'organisation Front el-Nosra, inscrite sur les listes d'organisations terroristes tenues par le Conseil de sécurité.

Le Qatar, qui s'apitoie aujourd'hui sur le sort d'Edleb, est à l'origine des souffrances des habitants de cette ville, puisqu'il soutient l'organisation terroriste Front el-Nosra, comptant dans ses rangs des dizaines de milliers de combattants terroristes étrangers, et d'autres organisations terroristes associées, ayant noué des allégeances diverses et portant des noms tels que Hourras el-Din, Armée des émigrants et des partisans ou encore Armée du Turkestan oriental. Sans l'appui infailible que leur apporte le Qatar de longue date, ces organisations criminelles n'auraient pas pu tuer des milliers d'enfants, de femmes, de personnes âgées et d'innocents, ni prendre des milliers de civils syriens comme boucliers humains et leur faire subir les crimes les plus odieux. Sans cet appui, elles ne pourraient pas non plus répandre la mort et les destructions, ni profaner les établissements civils, y compris les hôpitaux et les écoles, qu'elles ont transformés en casernes militaires et en centres où elles détiennent, torturent et tuent quiconque rejette leur pensée takfiriste extrémiste et leurs préceptes barbares.

Comme je l'ai indiqué dans de précédentes lettres, le Qatar a toujours affirmé ouvertement, à de nombreuses conférences mondiales et dans des déclarations à la presse, qu'il fallait apporter un appui militaire et financier aux groupes terroristes armés en Syrie. De même, nul n'ignore encore le fait qu'il a versé des rançons de plusieurs millions de dollars pour financer les activités des organisations Front el-Nosra et Daech en Syrie et en Iraq. À cet égard, je rappelle quelques déclarations officielles du Qatar :



1. Le 27 novembre 2016, l'ex-Ministre qatarien des affaires étrangères, Mohamed ben Abdelrahman Al Thani, a déclaré dans une entrevue à l'agence Reuters que le Qatar continuerait d'armer les rebelles syriens même si le Président Donald Trump mettait un terme au soutien des États-Unis d'Amérique à l'action multinationale ;

2. Le 12 mai 2015, dans une entrevue accordée au quotidien français *Le Monde*, l'ancien Ministre qatarien des affaires étrangères, Khaled ben Mohammad el-Atiya, interrogé sur le fait de savoir si son gouvernement considérait le Front el-Nosra comme un groupe terroriste, a déclaré : « à part Daech, tous ces groupes combattent pour la chute du régime. Les modérés ne peuvent pas dire au Front el-Nosra : “Restez chez vous, on ne travaille pas avec vous”. Il faut examiner la situation sur le terrain et être réaliste » ;

3. En octobre 2017, l'ancien Premier Ministre qatarien, Hamad ben Jassem, a admis dans un entretien diffusé à la télévision nationale que son pays, l'Arabie saoudite et d'autres pays avaient consacré environ 137 milliards de dollars à l'appui aux groupes terroristes armés et à la destruction de la Syrie.

Par ces déclarations officielles et d'autres, le régime qatarien a ouvertement admis qu'il soutenait le terrorisme en Syrie et fournissait des armes et des fonds aux groupes terroristes, en particulier au Front el-Nosra, violant ainsi les résolutions applicables du Conseil de sécurité et bafouant la volonté de la communauté internationale, fondée sur la lutte contre le terrorisme, et la décision unanime du Conseil de qualifier le Front el-Nosra d'entité terroriste.

Mon gouvernement souligne de nouveau que la lettre du Qatar est la dernière d'une série de tentatives constantes et désespérées de la part du régime de : dissimuler ses actes criminels, y compris la sanglante mise à profit des recettes pétrolières et gazières pour fournir un soutien illimité au terrorisme et aux entités terroristes ; soutenir des organisations terroristes et les aider à employer des substances chimiques comme armes contre des civils syriens ; utiliser les réseaux de criminalité transnationale organisée ; répandre la corruption, le versement de pots-de-vin et autres pratiques immorales devenues emblématiques des politiques systématiques de ce régime sur les plans économique et commercial, au niveau international. Le moment est venu pour le régime qatarien de se rendre compte que le pétrole, le gaz et les dessous-de-table ne peuvent pas lui assurer à jamais l'immunité ou l'impunité dans le monde ou à l'ONU et qu'il devra, un jour, répondre de son appui, y compris financier, au terrorisme en Syrie et ailleurs.

Le Gouvernement syrien exhorte une nouvelle fois le Conseil de sécurité à agir immédiatement et à prendre les mesures qui s'imposent pour amener le Gouvernement qatarien à assumer l'entière responsabilité de son soutien au terrorisme, de son affront à la communauté internationale, de ses violations des résolutions du Conseil et des menaces qu'il fait peser sur la paix et la sécurité internationales. Les représentants et les supplétifs du régime qatarien ne sauraient éluder leurs responsabilités ou rester impunis à la suite des crimes commis.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Bashar **Ja'afari**